Pour l'emploi, les salaires, les retraites Toutes et Tous mobilisé-e-s le 31 janvier et le 5 février!

Macron et sa politique provoquent colère, incompréhension et rejet d'une très grande majorité de la population.

Cette situation est la conséquence des contre-réformes contre le code du travail, la casse des services publics, les attaques contre l'éducation nationale, l'hôpital et la santé publique, les retraites, les salaires et les collectivités publiques territoriales.

Gouvernement et patronat sont restés sourds et sont responsables de la crise actuelle.

Ce ne sont ni les meurettes récentes annoncées par le gouvernement en réponse au mouvement des gilets jaunes, ni ce grand déballage national qui répondent aux urgences sociales. D'ailleurs est-il normal qu'un parti politique seul et un Président seul monopolisent les écrans alors qu'une campagne électorale débute?

D'un coté 57 milliards d'euros versés aux actionnaires des grandes entreprises, l'ISF supprimé, de l'autre côté un gouvernement et des multinationales qui engagent la chasse aux chômeurs, bradent les entreprises publiques, affaiblissent les services publics, taxent les salarié-e-s et les retraité-e-s, entendent encore attaquer la retraite par répartition et faire reculer l'âge de départ en retraite, détruisent massivement nos emplois et nos industries (Arc International, Faïencerie de Sarreguemines, Corning Bagneaux, Villeroy et Boch Flissen La Ferté gaucher). Le Président Macron, main dans la main avec le patronat et les multinationales, entend poursuivre sa « Medef Politique », quitte à mettre à feu et à sang le pays.

Il est temps de faire convergence et d'arrêter ce massacre économique, social et écologique ! La CGT appelle les salarié-e-s, les agent-e-s, les jeunes comme les retraité-e-s, les privé-e-s d'emploi à se mobiliser ensemble par la grève et les manifestations pour obtenir :

- Une augmentation du Smic et de tous les salaires et pensions ainsi que des minimas sociaux ;
- La préservation et le développement de nos sites industriels verriers et céramistes et de leurs emplois ;
- La pérennité du système de retraite solidaire et intergénérationnel par répartition et le départ à 60 ans à taux plein ;
- La reconnaissance de la pénibilité du travail par un départ anticipé en retraite ;
- Le respect de l'égalité salariale et de déroulement de carrière entre les femmes et les hommes ;
- La refonte de l'impôt sur le revenu lui conférant une plus grande progressivité afin d'assurer une plus grande redistribution des richesses et d'alléger le poids de l'impôt indirect (TVA, TICPE) pénalisant les salarié-e-s, les retraité-e-s et les ménages, le paiement des impôts en France de grandes sociétés (ex. : GAFA), Une imposition plus forte des plus hauts revenus et de la détention de capital;
- La suppression des aides publiques aux entreprises (CICE, et exonérations diverses, etc.) qui ne servent ni l'emploi, ni la revalorisation des salaires, ni l'investissement de l'appareil productif et mettent à mal notre protection sociale;
- Le développement des services publics, partout sur le territoire, en réponse aux besoins de la population, avec des moyens suffisants en personnels pour un bon exercice de leurs missions ;
- Le respect des libertés publiques tel que le droit de manifester remis en cause par le gouvernement.

La Fédération appelle les actifs, actives et les retraité-e-s à participer massivement aux manifestations à l'appel de la CGT, FO, CFTC, CGC, FSU, SOLIDAIRES le 31 janvier pour l'augmentation des pensions de retraites, le pouvoir d'achat et la défense de la retraite solidaire par répartition.

La CGT appelle à tenir des Assemblées Générales dans les entreprises pour réussir la grève et les manifestations le mardi 5 février 2019 et débattre des suites à construire dans la durée.